

Eau et développement économique durable

ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE
PRETORIA, AFRIQUE DU SUD
ZIYANDA MPAKAMA



SIWI est une organisation de la connaissance qui utilise son expertise et son pouvoir de rassemblement de sorte à renforcer la gouvernance de l'eau en vue d'un avenir juste, prospère et durable

- **Coopération sur les eaux partagées** : Promouvoir des approches coopératives en matière d'eau partagée afin de faire progresser la paix, la sécurité et la protection de l'environnement et d'ouvrir aux États riverains de nouvelles possibilités de développer durablement leurs ressources en eau
- **Une politique internationale éclairée** : Informe et s'engage dans des efforts de sensibilisation sur le rôle clé de l'eau en faveur du développement durable et la résilience au climat. Grâce à la coopération et à l'établissement de partenariats, il est possible de conclure des accords et de définir des stratégies équitables, inclusifs et tournés vers l'avenir en vue d'une utilisation judicieuse des ressources mondiales en eau
- **Amélioration de la gouvernance de l'eau** : Contribuer à des processus de gouvernance intégrés, transparents et participatifs, en tant que pierres angulaires de manière à garantir l'utilisation durable et équitable des ressources en eau et étendre la fourniture de services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement à tous
- **Questions transversales** : Genre, autonomisation des jeunes, approche basée sur les droits de l'homme
- Semaine mondiale de l'eau

Institut international de l'eau de Stockholm

- Programme triennal financé par la Commission européenne et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et mis en œuvre par l'Institut international de l'eau de Stockholm (SIWI).
- Il soutient les gouvernements africains et les entités publiques dans le secteur de l'eau et vise à débloquer des fonds publics et privés pour des projets d'infrastructures hydrauliques en Afrique en faisant progresser la viabilité financière des projets.
- Identifie les obstacles qui empêchaient les projets d'accéder au financement nécessaire à leur préparation et à leur mise en œuvre et fournit une assistance technique
- la mobilisation des ressources, la structuration financière, l'élaboration de l'argument commercial, le renforcement des capacités institutionnelles, les études tarifaires et de faisabilité qui permettront aux projets de progresser tout au long du cycle de développement pour atteindre la bancabilité et la clôture financière.
- Projets situés au Lesotho, au Botswana, au Malawi, en Tanzanie, au Swaziland, au Mozambique, au Kenya, en Ouganda, au Burundi, au Rwanda, au Nigeria, au Niger, au Mali, au Tchad, en Guinée, au Bénin, au Cameroun, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

Programme de partenariat Afrique-UE pour l'eau

Projet	Pays	Rôle du SIWI
Projet de développement du Bassin du Fleuve Songwe	Tanzanie, Malawi	Développement du modèle agro-industriel pour soutenir le programme d'irrigation couvrant 6000 ha
Programme de transfert d'eau Lesotho-Botswana	Lesotho, Afrique du Sud, Botswana	Élaboration d'un modèle financier et réalisation d'une analyse des options financières et institutionnelles

Projets de l'AEWPP en Afrique australe

- L'Afrique australe compte 15 bassins fluviaux transfrontaliers
- Des arguments solides en faveur de la coopération régionale pour le développement et la gestion de ces ressources en eau
- La région compte 8 organismes de bassin fluvial établis dans le cadre du protocole révisé de la SADC sur les cours d'eau partagés et d'une série de plans stratégiques régionaux pour le secteur de l'eau
- En dépit d'efforts importants, de nombreux utilisateurs d'eau dans la région n'ont pas accès à une eau suffisante pour répondre aux besoins nationaux et/ou soutenir leurs activités économiques
- La région est confrontée à une pénurie d'eau économique plutôt qu'à une pénurie d'eau physique en raison du sous-développement des ressources en eau existantes.

Développement et gestion des ressources en eau en Afrique australe

- La sécurité de l'eau en Afrique australe est menacée, comme en témoignent les récentes sécheresses qui ont touché toute la région
- La gestion inefficace des infrastructures et la baisse de la qualité de l'eau due à des protocoles d'exploitation et de maintenance inadéquats contribuent à l'insécurité de l'eau
- Le développement coopératif des ressources en eau en Afrique australe a été très lent, le programme de la SADC pour l'eau a continué à se concentrer sur la gestion des ressources et la création d'organisations régionales autonomes
- L'accent est de plus en plus mis sur le développement des ressources régionales en eau par le biais d'investissements dans les infrastructures. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin que le programme de la SADC dans le domaine de l'eau puisse réaliser des progrès importants dans le développement d'infrastructures hydrauliques qui se traduisent par des actions de développement durable efficaces
- L'action régionale est difficile à réaliser si elle n'est pas étayée par des capacités nationales, car il est peu probable que les gouvernements acceptent des propositions régionales s'ils ne sont pas en mesure de comprendre leurs impacts nationaux.

Développement et gestion des ressources en eau en Afrique australe

- Les graves sécheresses dans la région ont attiré l'attention sur la nécessité de renforcer la résilience au changement climatique
- La région reconnaît de plus en plus l'importance de renforcer la résilience au changement climatique
- Le lien entre l'eau et le changement climatique est toujours considéré comme un sujet largement orienté par les donateurs dans la région.
- Développer la résilience en renforçant la gestion des ressources en eau et en intégrant les initiatives d'adaptation dans la planification et la gestion des ressources en eau, en développant et en mettant en place des infrastructures résistantes au climat

Eau et climat

- Les risques pour la sécurité de l'eau peuvent se répercuter sur d'autres secteurs interdépendants comme l'alimentation et l'énergie, provoquant une insécurité dans ces secteurs, tandis que le fait de s'y attaquer peut créer des opportunités commerciales dans le secteur de l'eau et les secteurs dépendants
- Capacité accrue en vue d'une meilleure gestion au niveau du fournisseur de services d'eau
- Une surveillance réglementaire forte
- La plupart des pays de la SADC n'utilisent qu'une faible proportion de leurs ressources en eau disponibles (moins de 10 %)
- Les possibilités de prêts commerciaux dans le secteur des services de l'eau sont limitées, l'industrie est encore largement tributaire de financements concessionnels et de subventions

Opportunités dans le domaine de l'eau

Les besoins en infrastructures de l'Afrique sont de 130 à 170 milliards USD par an

Un déficit de financement de 67,6-107,5 milliards USD par an

Sur les 75 milliards d'engagements en faveur des infrastructures africaines entre 2012 et 2016, l'eau et l'assainissement n'ont reçu que 17 %.

Le total des engagements financiers en faveur du secteur de l'eau s'élevait à 10,5 milliards USD en 2016, soit une augmentation par rapport aux 7,5 milliards USD enregistrés en 2015.

Les dépenses des gouvernements nationaux africains sont passées de 3,5 milliards USD (hors financement extérieur) en 2015 à 4,4 milliards USD en 2016.

L'irrigation et le drainage ont représenté la plus grande contribution, suivis par les projets d'approvisionnement en eau potable

***Source : Tendances du financement des infrastructures en Afrique - 2016, Consortium pour les infrastructures en Afrique**

Tendances en matière de financement dans le paysage africain des infrastructures de l'eau

Il est difficile d'obtenir des financements du secteur privé pour les infrastructures de l'eau en Afrique, car on ne se préoccupe guère de la viabilité financière à long terme des entités chargées de l'approvisionnement en eau ;

- Détermination des tarifs - Absence de tarifs reflétant les coûts
- Planification insuffisante des capitaux à long terme - Absence de planification intégrée des capitaux à long terme (intégration de la planification financière et de l'ingénierie)
- Absence de prise en compte de méthodes alternatives de passation de marchés et de structuration financière
- Ne pas utiliser de systèmes modernes de gestion des actifs qui pourraient permettre d'économiser d'importants coûts d'investissement et de fonctionnement
- Faible capacité humaine

Défis dans le paysage africain des infrastructures de l'eau

- Augmenter la capacité de gestion des ressources humaines en vue de la planification des capitaux à long terme
- L'accent est mis sur les coûts du cycle de vie des projets lors de l'établissement du budget d'investissement
- Utilisation d'autres procédures de passation de marchés.
- Établir des tarifs reflétant les coûts tout en assurant des normes de base garanties pour l'eau pour tous.
- Intégrer les nouvelles technologies afin d'améliorer la gestion des actifs et la gouvernance financière des services d'eau.
- Accroître la participation du secteur privé dans la fourniture des infrastructures de l'eau et des services connexes par le biais de contrats à long terme fondés sur les performances.

Domaines d'intervention

1. Comment les gouvernements peuvent-ils piloter la question du changement climatique dans leur pays ?
2. Quel est le rôle de la numérisation permettant de faire progresser le développement et la gestion des ressources en eau et le développement des infrastructures ?
3. Comment les gouvernements accordent-ils la priorité au développement des capacités internes afin de combler le déficit de financement des infrastructures de l'eau en développant des projets bancables qui sont attrayants pour le financement commercial et qui augmentent la participation du secteur privé

Sujets de discussion